

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Un beau meeting contre la guerre

Il y a plusieurs années que nous n'assistâmes à un pareil meeting. Dès huit heures et demie la salle était archicomble et plusieurs centaines de camarades durent s'en retourner, faute de place.

On sentait que le sujet intéressait passionnément tous les compagnons qui, ainsi, approuvaient la campagne menée dans ce journal contre l'intervention des anarchistes dans un conflit franco-italien. Les applaudissements que recueillirent nos orateurs prouvent amplement que nous avions touché juste.

L'appel, plusieurs fois réitéré, à la contradiction; l'invitation formelle aux signataires du manifeste des Seize et aux partisans d'un document identique en cas de conflit — tout cela resta sans réponse.

Aussi nous félicitons-nous du succès de cette réunion. C'est un heureux présage et un précieux encouragement pour les futures campagnes que l'U. A. C. R. s'apprête à mener.

Nous veillons au grain. La guerre, si elle se déclenche, ne nous trouverait pas dans l'état de désarroi où furent plongés les militants en 1914. L'hypocrisie des motifs, la criminalité des manœuvres diplomatiques, l'inanité des arguments que les gens de gauche voudraient trouver en faveur d'une lutte (contre le fascisme, pour la libération du peuple italien), en cas d'un conflit franco-italien, tout cela apparaît nettement aux compagnons anarchistes.

Et ce nous est une fierté à nous militants de l'Union Anarchiste, d'avoir été les auteurs de la campagne active contre la guerre.

C'est devant un auditoire attentif que notre camarade Lecoin, qui préside, donne la parole à notre ami Sébastien Faure.

Avec sa maîtrise habituelle, l'orateur entre de suite dans le vif du débat : Si la guerre éclate que ferons-nous?

D'aucuns disent qu'il ne faut pas prendre au tragique les discours de Milan et de Florence — eh bien! Faure pense qu'il serait imprudent de ne pas porter tout le sérieux voulu aux rodondades de Mussolini. Ainsi il félicite l'Union Anarchiste d'avoir organisé cette réunion.

— Je ne conçois pas un anarchiste hésitant devant la question de savoir ce que nous ferions en cas de guerre. Ce ne peut être, pour nous, qu'une attitude d'opposition formelle à la tuerie. Il paraît cependant que certains compagnons ne pensent pas ainsi.

— Des camarades se sont dit et nous disent : En principe, nous sommes contre la guerre, c'est la doctrine; mais il y a guerre et guerre. Allons-nous être prisonniers de la doctrine? Il ne faut pas nous livrer à des anticipations qui nous lèveraient pour l'avenir. Nous devons être libres, à tout instant, d'adapter nos méthodes tactiques aux nécessités.

— A ces camarades je réponds : On a toujours le droit d'abandonner une conception, d'incliner une doctrine devant les nécessités de l'heure, mais il y faut des raisons sérieuses. Or en ce qui concerne la guerre, il ne peut y avoir une seule raison de modifier nos conceptions.

— Les bases fondamentales de notre doctrine n'ont pas été, ce me semble, modifiées par les circonstances. Le gouvernement s'appuie toujours sur l'armée; le patriotisme n'est qu'une fiction, une religion nouvelle. Ce sont les Etats qui disposent de la Paix et de la Guerre, donc nous devons rester en révolte permanente contre les Etats. Les travailleurs n'ont rien à défendre ni rien à venger dans une guerre, dont la cause d'un conflit armé ne peut être en aucune façon la leur. Rappelons-nous les manœuvres d'avant-guerre pour créer un état d'esprit favorable à la boucherie : Nous avons été quelques-uns qui ne nous y sommes pas laissé prendre. Nous n'avons qu'à nous en féliciter.

Sébastien Faure passe ensuite en revue les origines actuelles de la guerre, la rivalité des impérialismes. Il démontre l'impossibilité de discerner si une guerre est offensive ou défensive.

Mais, revenons à nos moutons. On nous reproche de fermer les yeux, de ne pas être à la page. En quoi?

— Le fascisme, nous dit-on, est envahissant; c'est un foyer d'infection. Il a son berceau et son siège à Rome. Al-

lors donc au plus pressé, écartons l'obscurité, brisons le fascisme.

— Nous avons déjà entendu cela il y a seize ans. Il fallait briser le militarisme allemand. Qu'en est-il advenu? Il n'est pas sûr que le militarisme allemand ait été abattu. Jamais, dans le monde, on n'assista comme aujourd'hui à si nombreux préparatifs de guerre; jamais le nationalisme ne fut exercé comme maintenant. Voudrait-on nous engager dans une nouvelle aventure?

— Et puis, y a-t-il une grande différence entre le fascisme italien et le gouvernement français? En France comme en Italie le Parlement est domestiqué, la presse muselée, le mercantilisme triomphant. A Paris comme à Rome c'est la dictature du Capital.

— Le rôle et la mission des anarchistes demeurent les mêmes. Il faut mener contre la guerre une campagne incessante, une lutte ardente contre l'Armée, le Patriotisme, etc. Quand la guerre menace il faut redoubler d'activité, tout faire, tout essayer pour empêcher les hostilités.

— La guerre, s'écrie notre camarade, quelle épouvante! Semons dans les cœurs la haine et le dégoût de la guerre, plus que jamais songeons aux horreurs de la prochaine. Elle n'épargnera personne, ni rien. Ce sera une guerre scientifique d'extermination totale. Et c'est de cette guerre que nous serions complices?

— Non, compagnons, ne commettons pas la faute de 1914!

Des applaudissements nourris acclament cette péroration.

Janier vient en quelques mots nous expliquer pourquoi il est, lui aussi, contre la guerre.

Lashores dénonce l'hypocrisie des discours pacifistes. Il expose comment les gouvernements qui se prétendent les plus chauds partisans de la paix consacrent une lourde part de leur budget pour l'armée.

Il faut au pacifisme bourgeois opposer un pacifisme prolétarien.

Les instituteurs pourraient jouer un rôle immense dans cette action. Au lieu de cela on leur fait préparer la guerre future dans les esprits d'enfants.

Le pacifisme anarchiste doit être un pacifisme de classe.

Lemillour, plus en verve que jamais, stigmatise ceux qui, en 1914, profitèrent de ce qu'ils étaient à l'abri à l'étranger pour inciter les compagnons à aller se casser la figure.

Tardieu, dit-il, passe pour être un homme à poigne et courageux. C'est faux. Il n'a cette attitude que parce qu'il a ses flics et ses sondards qui lui servent de rempart. Il a le courage collectif.

Quant à son courage individuel je l'ai expérimenté avant-guerre en lui appliquant une main sur la figure au cours d'une réunion d'où il s'échappa piteusement.

On irait en Italie pour renverser le fascisme? Et puis qu'adviendra-t-il? On mettra à la place un gouvernement républicain? Nous savons ce qu'en vaut l'âme d'après le régime que nous subissons.

En 1914, on disait que les Allemands étaient des barbares qui coupaient les mains d'enfants, on reproche à Mussolini d'assassiner ses ennemis. Eh bien! les Français ne coupent-ils pas la tête aux Indochinois?

Et notre camarade termine en exhortant les anarchistes à se refuser à toute guerre.

Avant de donner la parole au dernier orateur, Lecoin demande s'il n'y a pas de contradicteur, déclarant que la plus grande liberté de parole lui est assurée.

Personne ne demande la parole, mais un camarade pose cette question :

— Si Mussolini et ses chemises noires entrent à Paris, que feriez-vous?

Lecoin. — En 1914, on nous posait une question identique : Que feriez-vous si le Kaiser entrât à Paris avec ses Hussards de la Mort? Nous répondons aujourd'hui comme en 1914 : Si Mussolini entre à Paris, eh bien! nous ne bougerons pas. Car une patrie ne vaut pas qu'on fasse couler une seule goutte de sang pour la défendre.

Lequel regrette que les signataires du manifeste des Seize n'aient pas eu le courage de venir prendre ici leurs responsabilités. Ils ont, ainsi, fait preuve de lâcheté.

Puis il expose pourquoi l'U. A. a or-

PROPOS D'UN PARIA

Le théâtre Sarah-Bernhardt joue actuellement une pièce intitulée « Mon curé chez les pauvres », tirée d'un roman de M. Clément Vautel. Je n'ai pas vu jouer cette adaptation, mais j'ai sous les yeux un compte rendu qui suffit pour me faire une religion.

Je me demande ce qui a pu pousser les auteurs à mettre en cause Le Libertaire et les anarchistes. Ni l'un ni les autres ne s'en porteront ni plus mal ni mieux, évidemment, mais ça fait tout de même quelque chose de constater que tous les pisseurs d'actes qui ont mis en scène des anarchistes ont toujours dépassé les bornes de la fantaisie pour tomber dans le ridicule. J'ai assisté, il y a quelques années à l'Ambigu, à la représentation d'une pièce dans laquelle les anarchistes possédaient à Genève, un comité central nanti d'une caisse riche à millions, laquelle permettait à travers le monde de multiples combinaisons de propagande. C'était stupide à souhait.

Aujourd'hui, il s'agit de la fille adoptive de l'abbé Pellegrin, employée à l'imprimerie de Liberto, gagnée à la cause et prête à donner sa vie pour elle, grâce aux beaux yeux d'un certain Pierre Rouge, « apôtre » de l'anarchie qui n'est en réalité qu'un mouchard et qui ne devra qu'à cette circonstance de voir bénir son union par le brave homme d'abbé.

Car notre argotique ratichon qui avait eu des démêlés avec la justice (oh! pas pour ce que vous pensez!) avait trouvé, lui aussi, un emploi! au Liberto et s'était tout d'abord insurgé contre les velléités amoureuses de Pierre Rouge à l'égard de sa « fille » Hélène. Quand il sut que l'apôtre ne fréquentait les anarchistes que pour le bon motif qui était d'espionner les communistes il fut tout à fait

M. André de Lorde et Pierre Chaine ont commis le délit caractérisé d'apologie de l'agent provocateur. C'est bien digne d'une mentalité de bourgeois et démontre copieusement que ces messieurs spécialisés dans les idioties grandguignolesques ignorent le premier mot des théories anarchistes et ne se font des milieux libertaires qu'une idée foncièrement inexacte.

Nous tenons à la disposition des auteurs de « Mon curé chez les anar... », pardon, chez les pauvres, tous les documents utiles à leur faire connaître l'anarchie et les anarchistes, mais nous ne conseillerons pas aux crétins mousards qui auraient vu jouer leur pièce, de venir chez nous chercher « un emploi ».

Car n'est-ce pas, il y en a qui prétendent que le théâtre est l'image de la vie. Il est vrai que ce n'est pas de ce théâtre-là qu'il s'agit... — Pierre Mualdes.

AVIS IMPORTANT

Par suite du changement d'imprimerie, à partir de cette semaine notre journal est tiré un jour plus tôt.

En conséquence, nous avisons nos collègues que la copie doit nous parvenir au plus tard le mardi matin, 72, rue des Prairies.

ganisé ce meeting. C'est surtout pour le cas où la guerre éclaterait entre la France et l'Italie. Tous les journaux de gauche marchaient déjà dans la guerre au lendemain du discours de Florence. Une campagne insidieuse est menée dans les milieux ouvriers pour enrôler les prolétaires dans une guerre contre le fascisme. Et le plus terrible, c'est que quelques anarchistes s'y laissent prendre.

Or, le fascisme n'est pas Mussolini. Ce dernier n'est pas le maître de l'Italie. Il n'est que le domestique des capitalistes qui il exécute les ordres. Détruire le fascisme et laisser subsister le capitalisme ne servirait de rien.

Il faut bien se pénétrer que la guerre, quel qu'en soit le prétexte, est machinée par les intérêts rivaux des magnats de l'industrie et de la phynance.

Les anarchistes doivent être contre la guerre, contre n'importe quelle guerre. Il faut défendre à tout prix la vie humaine, car l'existence d'un seul individu vaut mieux que celle de toutes les patries.

En cas de guerre il faudra non seulement se refuser, mais s'opposer par tous les moyens à la boucherie. Il faudra, par les moyens adéquats, empêcher l'œuvre de mort de semer la ruine et les cadavres.

Toutes nos énergies, toutes nos ressources contre la guerre. Même si nous devons risquer notre vie, nous devrons préférer nous sacrifier pour la défense de la vie humaine que pour soutenir des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Robes courtes ou robes longues

... Robe longue ou robe courte? La nouvelle mode qui ressuscite les attifements de l'avant-guerre aura-t-elle raison de l'ancienne nouvelle mode qui, à l'usage, a perdu beaucoup de son piége?

Question pour journaux de modes, question « frivole », estimerez-vous... Si vous voulez.

Mais il vaut tout de même la peine de noter que c'est une de ces questions auxquelles des centaines de millions d'êtres humains apportent une attention qu'ils refusent dédaigneusement à d'autres problèmes plus importants et plus angoissants. Et dans la « solution » desquelles ils apportent une adhésion d'un unanimisme assez remarquable.

S'il est décidé que la robe longue doive l'emporter, l'on ne manquera pas de trouver toutes sortes de considérations esthétiques, morales et sociales pour démontrer qu'elle s'imposait. Précédemment l'on prouve que toutes les exigences artistiques, sportives et affaires de la « vie moderne » postulaient la robe courte. Dès que quelque chose est arrivé il ne manque jamais de théoriciens pour démontrer que les choses ne pouvaient pas se passer autrement. Provoque alors leurs irréalistes démonstrations sur des motifs les plus contradictoires.

Quelques-uns ont donné du changement qui se ferait actuellement une raison qui n'est pas plus invraisemblable qu'une autre : De grands fabricants de tissus, embarrassés de leurs stocks, auraient « provoqué » les nouvelles formes, afin de développer la consommation de leurs produits.

Cette hypothèse pourrait mener à diverses considérations sur l'usage fait du travail humain dans nos intelligences sociales. Tel produit demeurerait inutilisé et l'ouvrier sera réduit à toutes les misères du chômage, si l'on n'imagine pas un « truc » pour en faciliter le placement. Selon les « caprices » de la mode ou de telle catégorie de travailleurs auront de l'emploi ou seront jetés sur le pavé, acculés à la nécessité de recourir, s'ils le peuvent, à un nouveau métier. Cependant que les industries et les commerçants avisés qui auront su lancer les nouveautés à succès feront fortune. Et tant de vrais besoins restent insatisfaits.

Robe courte... Robe longue... Quand il y a référé, bien des questions se posent et qui ne sont pas toutes folles.

EPSILON.

EN ESPAGNE

Syndicalisme et Démocratie

Dans notre dernier article nous avons expliqué comme en Espagne il n'y a pas de véritables républicains avec lesquels, à la rigueur, aurait pu s'entendre la Confédération Nationale du Travail. C'est pourquoi, à notre avis, elle ne doit pas prendre position dans le combat que soutiennent, à coups d'épingles, les intellectuels contre le Bourbon.

Les militants de la Confédération connaissent suffisamment leur chemin sans qu'il soit nécessaire de s'atteler à la remerque de la bourgeoisie pseudo-démocratique. Ils n'ont nullement à suivre la tactique conseillée par Tomsky aux communistes espagnols de « mener une lutte résolue, audacieuse et énergique pour les mots d'ordre de la démocratie ».

Cela supposerait qu'en Espagne, il existe une démocratie révolutionnaire capable de lancer des mots d'ordre et de jouer un certain rôle dirigeant dans les combats contre la réaction.

Or, nous pouvons aisément constater : 1^o Que ces prétendus démocrates sont aussi réactionnaires que les monarchistes et que parmi ces derniers il se trouve des hommes comme Alfonso, animés d'idées plus libérales.

2^o Que ces républicains ont peur de la République, qu'ils ne font rien pour l'instaurer et qu'ils n'hésitent pas à la trahir s'il éclatait un mouvement révolutionnaire de masses contre la monarchie. Si vraiment il y avait des républicains en Espagne, la République aurait pu être un fait en 1917, elle aurait pu être proclamée aussi à la chute de Primo de Rivera.

3^o Ils souhaiteraient une République comme résultat d'une simple translation de pouvoirs, sans combat, grâce à l'effacement volontaire d'Alphonse et en s'ap-

puyant sur les forces réactionnaires qui ont toujours été les piliers de la monarchie.

4^o Les leaders républicains entendent ne pas se laisser surprendre par les événements et dans leurs discours prennent soin de nous avertir que l'expérience de Kerensky ne se répétera pas en Espagne, c'est-à-dire que la fusillade, la prison, l'exil seront les mesures opposées aux revendications économiques du prolétariat.

Si, dans ces conditions, le peuple marchait de concert avec la bourgeoisie républicaine, il ferait un marché de dupes.

Chaque fois que la classe ouvrière a lutté audacieusement et résolument pour les mots d'ordre de la démocratie », elle seule a été la victime. En 1917, lors de la grève générale révolutionnaire, les républicains trahissaient leurs syndicalistes à leurs propres forces. Pour se rendre compte des convictions libérales des gauches espagnoles, il suffit de se rappeler la sanglante répression organisée par Martinez Anido en 1921 et énergiquement réprobée dans le monde entier alors que les républicains conservaient une neutralité répugnante.

La Confédération doit se méfier de ces singuliers démocrates et fomenter l'agitation par des mots d'ordre spécifiquement à elle. Tout d'abord, il s'agit de résoudre le problème de la légalité syndicale et de la liberté de propagande indispensables à son existence. C'est pourquoi, profitant de la discordance qui met aux prises républicains et monarchistes, la C. N. T. demande énergiquement une nouvelle constitution qui

« Juridiction » qui interdit la propagande antimilitariste sous peine de Conseil de guerre.

Il faut en finir avec les pouvoirs abusifs des préfets qui ont le droit d'empêcher n'importe quel citoyen pendant 15 jours, période renouvelable indéfiniment sans en rendre compte à l'autorité judiciaire. En Espagne, les syndicalistes sont assimilés aux malfaiteurs et leurs photographies sont exposées dans les commissariats à côté de celles des assassins. La police et la « guardia civil » ont le droit de suspendre les assemblées syndicales, les meetings de propagande. Ces survivances moyenâgeuses doivent disparaître. Liberté individuelle, de presse, de parole, de réunion et de manifestation doivent être solidement établies. Il est honteux de voir les prisons abriter encore des condamnés politico-sociaux. L'amnistie devient une des plus grandes préoccupations de la C. N. T. Le rétablissement du jury, le désarmement et la dissolution du « Romaten », milice fasciste, la révision des procès intentés pendant la dictature sont aussi dans son programme.

Ces mesures de caractère démocratique intéressent directement les organisations ouvrières et la C. N. T.

La Confédération est décidée à réaliser une campagne par ses moyens propres, sans compromissions avec aucun parti, pour faire aboutir ces revendications.

Mais cela ne suppose pas l'oubli des tactiques et des buts qui font sa force et sa raison d'être. Surtout maintenant que la crise économique d'un gravité extrême provoquera inévitablement des conflits qui dresseront le prolétariat contre le capitalisme espagnol, incapable d'assurer l'existence de ses esclaves.

W.

FAITS et DOCUMENTS

Il est parfois utile de noter le charlatanisme des politiciens qui se succèdent au pouvoir afin d'en préciser l'illusion. L'affairiste Tardieu joulait, avant son arrivée à la présidence du conseil, du prestige de réalisateur. Au pouvoir, il a dissipé bien des doutes; là où l'opinion croyait trouver un organisateur, elle n'a trouvé qu'un prestidigitateur pratiquant l'escamotage sur une vaste échelle. Quoi, le budget ne sera pas voté en temps utile.. nous recevrons la limite de l'exercice budgétaire. Avec lui, c'est la trop fameuse politique du Bloc National. Alors que le jeu régulier des forces économiques tentera dans une certaine mesure à faire baisser la vie, les prix de gros ayant baissé pour de nombreuses denrées, chacun peut constater que les prix de détails ont augmenté... Mystère de l'arithmétique.

Au lieu de soulager la consommation par la diminution des impôts indirects, il a dégrevé les agitateurs — nous l'avons noté il y a quelques semaines — sans profit pour la consommation, et les caisses de l'Etat ont été privées de ressources importantes. Nous voici de nouveau à une époque où il faudra faire fonctionner la planche à billets. Il faut se rappeler, à ce sujet, la campagne qui fut déclenchée lorsque, sous Herriot, le « plafond venait de crever à 43 milliards ». Aujourd'hui, il y a 70 milliards de billets en circulation, mais la grande presse sait même une sourdine à ses critiques.

La théorie économique du Bloc National est simple et claire : elle consiste à faire peser sur tous les individus sans distinction ni considération de fortune des charges identiques, le misere paix comme le fortuné sans qu'il ait aucun avantage.

La lecture du bilan de l'exercice 1929-1930 est suggestive :

Contributions directes : 11 milliards.

Impôts indirects : 45 milliards et demi.

Ressources exceptionnelles (bénéfices de guerre, liquidation des stocks) : 242 millions.

Encore convient-il de déduire des 11 milliards le montant de l'impôt sur les salaires; l'on voit ainsi que la contribution des riches est presque nulle. Pour ce qui est des impôts indirects, aucun sait que l'Etat lève tribut sur tout ce que nous pouvons acheter : l'utilité et le nécessaire. Un autre chiffre qui donne une idée du caractère démocratique de cette fiscalité est celui provenant de l'impôt sur les bénéfices de guerre : 242 millions en comptant les stocks... Pas même le montant de l'intérêt de la dette de guerre a court terme ! Une goutte d'eau dans le Sahara; voilà ce qu'est la contribution des profiteurs de guerre au budget.

Une telle politique dégagé progressivement le capital de l'impôt. Par contre, si le refus d'acquitter l'impôt qui fut un temps préconisé par les révolutionnaires se réalisait, il n'aurait aucun effet; les impôts, de plus en plus indirects, deviennent des impôts de consommation. A moins de se refuser à vivre dans des maisons, à se nourrir à se vêtir, il nous faut l'acquitter. Une telle fiscalité appliquée aussi bien aux malades qu'aux bien portants, aux miséreux comme aux riches, montre le caractère égoïste de la classe dirigeante, car le gouvernement, quel qu'il soit, s'appuie toujours sur une des classes ou des castes qu'il favorise.

**

Après le mouvement pour le sel, qui a été réprimé, sans beaucoup de succès d'ailleurs, avec la violence que l'on sait, la présente semaine doit être observée comme la « semaine du boycottage » et le comité qui l'organise a multiplié ses appels auprès du public pour l'inciter à « frapper de paralysie le commerce étranger qui aspire et détruit la vie économique nationale ».

Cette forme d'action porte incontestablement ses fruits; la violence dont on a fait usage dans ces circonstances d'ailleurs laisse voir que les Anglais sont touchés par cette rébellion aux lois et coutumes souveraines jusqu'à ce jour, mais qui, mises en doute et contestées, sont une atteinte aux intérêts du commerce. Il importe peu que Gandhi soit prisonnier, car d'autres sont là pour le remplacer qui aspirent, eux aussi, au martyre. La lutte continue.

**

Peut-on croire à notre époque à cette chose abominable : le travail forcé. Le Bureau International du Travail s'occupera de la question. Aux Indes Néerlandaises, il est encore une réalité : un cinquième environ des populations directement administrées y sont soumises.

**

La Cochinchine, qui avait traversé en 1926 une période assez grave, connaît à nouveau des émeutes. La cause : le refus d'acquitter un impôt que l'indigène juge excessif. Le 13 mai, près de Saïgon, la police dut dégager l'administrateur qui fallait être jeté à l'eau. Les vieux, les étudiants manifestent, le mécontentement gagne toutes les classes sociales et les Français sont en train de perdre là-bas leur prestige.

Nous trouvons, dans *Le Temps Colonial* du 1^{er} juillet, cette opinion qui vaut qu'on s'y arrête car l'agitation dénoncée là-bas déclouerait plutôt de l'état misérable des populations que de l'agitation communiste.

J'ai eu en main des tracts révolutionnaires, j'ai lu des comptes rendus de réunions extrémistes, j'ai interrogé des artisans du « Grand Soir », et l'en suis encore à me demander si cette agitation mérite d'être qualifiée « communiste ». Je crois fort que si les apôtres du léonisme intégral venaient ici contempler leurs disciples, ils seraient modérément satisfaits de la pureté de leur doctrine. A mon avis, s'il y a dans ce pays d'assez nombreux mécontents, il y a fort peu de communistes. »

Bernard ANDRE.

DIMANCHE 13 JUILLET Grande balade champêtre

organisée par le Groupe Régional de Bezons

dans l'île de Bougival

GRANDE TOMBOLA

au bénéfice de « L'Entraide » et du « Libertaire »

Partie de Concert avec le concours de

LOREAL et des artistes de la MUSE ROUGE

Allocution de SEBASTIEN FAURE

Jeux divers pour les petits et les grands.

Ravitaillement en boisson par les camarades du Groupe Régional

Les moyens de communication seront indiqués dans le prochain numéro.

Les anarchistes d'aujourd'hui

nous ne voulons de la masse que ce dont elle est capable et désireuse, nous limitant à faire tout ce que nous pouvons pour en développer la capacité et la volonté.

Nous devons cependant nous garder de devenir nous-mêmes moins anarchistes parce que la masse n'est pas capable d'anarchie. Si la masse voulait un gouvernement, nous ne pourrions probablement pas empêcher qu'un nouveau gouvernement se formât, mais nous ne devrions pas moins faire tout notre possible pour démontrer que le gouvernement est inutile et dangereux, et pour empêcher que ce nouveau gouvernement s'imposât à nous aussi et à ceux qui ne voudraient pas. Nous devrions agir pour que la vie sociale et spécialement la vie économique continuât et s'améliorât sans l'introduction du gouvernement et c'est pour cela que nous devons être le plus possible préparés aux problèmes pratiques de la production et de la distribution, sans oublier d'autre part que les plus aptes à organiser le travail sont ceux qui le font, chacun dans son propre intérêt.

Il nous faut chercher à être des forces actives et si possible prépondérantes dans l'acte insurrectionnel. Mais une fois abattues, les forces répressives qui servent à tenir le peuple en esclavage, une fois l'armée, la police, la magistrature dissoutes, et la population tout entière armée pour s'opposer au besoin à tout retour offensif des forces de réaction, une fois l'organisation de la chose publique prise en main par les hommes de bonne volonté qui pourraient dans un esprit de justice aux beaux soins les plus urgents, utilisant avec parcimonie les richesses accumulées dans les différentes localités, nous devrions alors nous employer à ce que tout gaspillage fût évité, à ce que fussent respectées et utilisées les institutions, les coutumes, les systèmes de production, d'échange, d'assistance qui constituent, encore que d'une façon insuffisante et defectueuse, des fonctions nécessaires, nous chercherions naturellement à faire disparaître toute trace de privilège, mais nous nous garderions de détruire ce qui ne pourrait être encore remplacé par quelque chose qui répondît mieux au bien général. Nous aurions à pousser les ouvriers vers la prise de possession des usines et vers l'organisation en fédérations travaillant pour le compte de la collectivité et à orienter les paysans vers la prise de possession des terres et des produits usurpés par les propriétaires (bourgeois) et vers l'entente avec les ouvriers pour les échanges nécessaires.

Mais toute cette discussion ne pourraient pas paraître quelque peu académique si, dans le cas concret, il s'agissait d'un pays où la libre organisation des travailleurs est détruite et interdite; la liberté de presse, de réunion, d'association supprimée ; les propagandistes anarchistes, socialistes, communistes, républicains, réfugiés à l'étranger, relégués dans les îles, emprisonnés ou mis par d'autres moyens en condition de ne pouvoir ni parler, ni bouger, ni presque respirer ?

Peut-on raisonnablement espérer qu'en un pays réduit en tel état, le prochain bouleversement sera la Révolution sociale dans tout le sens ample et profond que nous donnons à ces mots ? Ne semble-t-il pas qu'aujourd'hui ce qui est urgent et possible c'est plutôt de reconquérir les conditions nécessaires à la propagande et à l'organisation ?

Il me semble que si l'on aperçoit tant de difficultés, si l'on tombe dans tant d'incertitudes et de contradictions, c'est que l'on veut ou réalise l'anarchie sans anarchistes et que nous pourrions nous trouver dans le cas de passer de la théorie à la pratique, de la propagande à l'action, il faut bien se souvenir que la vie sociale et la vie individuelle n'admettent d'interruption et que nous devons manger et vivre nous et nos fils tous les jours, sans pouvoir attendre.

Je pense donc aussi qu'à côté du problème d'assurer la victoire contre les forces matérielles de l'adversaire, nous avons encore le problème de faire vivre la révolution après la victoire. Je pense aussi qu'une révolution qui produirait le chaos ne serait pas viable. Mais n'exagérons pas; ne croyons pas que nous devrions et puissions dès maintenant trouver la solution idéale de tous les problèmes. A trop prévoir, à trop déterminer, nous ferions de erreurs irréalisables au lieu de préparer l'anarchie, ou bien nous tomberions dans l'autoritarisme et, consciemment ou non, nous nous proposerions d'agir comme un gouvernement qui, au nom de la liberté et de la volonté populaire, soumet le peuple à une sorte de changement. Mais maintenant que la situation européenne est pleine de possibilités de révoltes et qu'à tout moment nous pourrions nous trouver dans le cas de passer de la théorie à la pratique, de la propagande à l'action, il faut bien se souvenir que la vie sociale et la vie individuelle n'admettent d'interruption et que nous devons manger et vivre nous et nos fils tous les jours, sans pouvoir attendre.

On entend répéter que « la révolution sera anarchique ou ne sera pas ». Encore une de ces phrases à effet qui, regardées de près, ou ne signifient rien ou expriment une sottise. Si l'on prétend dire que la révolution que nous voulons, nous, anarchistes, doit être anarchique, on fait une vraie tautologie, c'est-à-dire un cercle de paroles qui n'explique rien, c'est comme si l'on disait : le papier blanc doit être blanc. Si l'on prétend dire qu'il ne peut pas y avoir d'autre révolution qu'anarchique, c'est alors une sottise parce qu'il y a eu, et certainement il y aura encore dans la vie des sociétés humaines, des mouvements qui changeront complètement les conditions existantes donnant une nouvelle direction à la suite de l'histoire et qui, par conséquent, méritent le nom de révolution. Et je ne saurais admettre que toutes les révoltes passées aient été inutiles ni que les révoltes futures qui ne seront pas encore anarchistes seront inutiles. J'incline même à croire que le triomphe complet de l'anarchie résultera plutôt d'une évolution que d'une révolution violente, qu'il viendra graduellement après une révolution précédente, ou plusieurs, auront détruit les plus gros obstacles militaires et économiques qui s'opposent au développement moral des peuples, à l'augmentation de la production au niveau des besoins et des désirs et à la mise en harmonie des intérêts opposés.

Qui en soit, si nous tenons compte de nos maigres forces et des dispositions dominantes dans les masses et si nous voulons ne pas prendre nos désirs pour réalité, nous devons nous attendre à ce que la prochaine, et peut-être immédiate, révolution ne soit pas anarchique et le plus urgent serait de penser à ce que nous pourrions et devrions faire dans une révolution où nous ne serons qu'une minorité relativement petite et mal armée.

Quelques camarades peuvent-être encore suggérés par les vantardises des socialistes et par les illusions que fit naître la révolution russe, croient la tâche des autorités plus facile que la nôtre, parce qu'ils ont, eux, un plan : s'emparer du pouvoir et imposer leur système par la force. Ils se trompent. Le désir de s'emparer du pouvoir, socialistes et communistes l'ont certainement et les circonstances peuvent être telles qu'ils y réussissent. Mais les plus intelligents d'entre eux savent bien qu'une fois au pouvoir, ils pourraient bien tyranniser le peuple, le soumettre à des expériences capricieuses et dangereuses, qu'ils pourraient substituer à la bourgeoisie actuelle une nouvelle classe privilégiée, mais que le socialisme, ils ne pourraient pas dominer la situation et devraient laisser le champ libre aux anarchistes ou se faire les instruments de la réaction. D'ailleurs, dans les pays où ils sont allés au pouvoir, on sait ce qu'ils ont fait. Notre tâche, si seulement nous avions la force matérielle nécessaire pour nous débarrasser de la force matérielle qui nous opprime, serait beaucoup plus facile parce que

René Valfort est incontestablement un « pacifiste ». D'ailleurs qui ne l'est pas ? Mussolini lui-même..

Mais René Valfort reconnaît dans *La Volonté de Paix* qu'il ne faut pas confondre entre la police et l'armée.

La société a besoin de « se défendre » contre les individus qui seraient tentés de porter atteinte à la propriété ou à la vie des citoyens.

Une police mondiale s'impose ! Pauvre René Valfort ! ..

PLAN QUINQUENNIAL

Le projet Tardieu sur l'équipement national est, du moins c'est Marcel Cachin qui l'affirme, un plan quinquennal. Oh ! assurez-vous, c'est un plan qui n'a rien de commun avec le fameux « plan quinquennal » du parti bolchévik russe. Ils ont pourtant cela de commun, c'est que, dans l'un comme dans l'autre, on y jongle avec les milliards, et que les intéressés, c'est-à-dire ceux qui fournissent les sous, ne sont pas consultés, mais sont seulement avertis que tous les efforts sont tentés par les élites responsables pour l'amélioration du sort des masses travailleuses.

Bolcheviks ou socialistes, voire républicains, tous les gouvernements se valent.

GROUPE ANARCHISTE D'ANTONY contre l'extradition de Pons et Bianco

REUNION PUBLIQUE DE PROTESTATION avec le concours d'orateurs de l'U. A. C. R. de la Ligue des Droits de l'Homme et du « Libertaire » Comité de Défense sociale Samedi 5 juillet, à 20 h. 30 Salle Souchon, 36, av. d'Orléans, Antony

LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE en U. R. S. S.

(Suite et fin.)

Ainsi, la collectivisation de l'agriculture n'est pas l'œuvre de la population rurale, mais du prolétariat urbain. Or, selon la théorie et la pratique bolchevistes, la volonté du prolétariat ne doit pas s'exprimer directement mais par le truchement du Parti communiste et la volonté de ce dernier n'est elle-même que l'expression de celle du Comité central qui, à son tour, n'obéit qu'au groupe Staline.

Prise en elle-même, l'initiative du Parti communiste dans la collectivisation agraire n'a rien de mauvais. Le droit à l'initiative appartient à n'importe quelle organisation sociale, entre autres aux bolcheviks, mais tout en ayant ce droit, une organisation, quelle qu'elle soit, doit s'enferrer de réveiller dans la masse cet esprit d'initiative, afin de remettre le plus tôt possible, l'œuvre entreprise aux mains du prolétariat lui-même. C'est ainsi qu'ont toujours pensé les anarchistes et leur position devant la question de la collectivisation doit s'effectuer aussi bien dans l'intérêt de chaque paysan en particulier que dans celui de toute la société travailleuse en général, les anarchistes pensent que cette collectivisation doit être dès ses premières applications, confiée à la partie de la population rurale la plus intéressée, c'est-à-dire au prolétariat agricole et aux paysans pauvres, et mener l'action de telle sorte que le paysan considère l'œuvre accomplie comme sa propre création et les « kolkhozes » comme des organes de self-organisation destinées à faire naître parmi la paysannerie les liens sociaux indispensables à la réalisation d'une société rurale vraiment communiste.

Les bolcheviks ont une tout autre façon d'envisager la question. Pour eux, toute initiative prend le caractère d'un ordre gouvernemental, ce qui change tout à fait la situation. Pour eux toute initiative s'accompagne toujours de la violence exercée, tant sur le paysan récalcitrant que sur les autres tendances révolutionnaires désireuses d'apporter leur point de vue sur la question. Ainsi au lieu de libre idéologie, il s'agit d'un ordre venant d'en haut et dont l'exécution est assurée par la contrainte. Cette méthode est habituelle aux bolcheviks, et il n'est pas étonnant que pour la collectivisation agraire, ils l'aient employée aussi. Malgré la grande envergure que devrait prendre une pareille entreprise, actuellement ce n'est donc autre chose qu'une entreprise gouvernementale fait dans l'intérêt de l'Etat et de la bureaucratie, mais non dans l'intérêt des travailleurs paysans. Toute la politique agraire antérieure des bolcheviks et leur tactique actuelle devant la même question, confirme ce que nous avons dit. Loin de nous la pensée d'approuver la population rurale qui se cramponne à la propriété individuelle. Nous disons, au contraire, que dès le début de la révolution, cette population aurait dû s'engager dans la voie de la collectivisation. Si les paysans avaient agi de la sorte, ils auraient rendu un grand service à eux en particulier et à la révolution en général. Mais la politique dictatoriale du Parti communiste ne tolérait aucune initiative de la part des ouvriers et paysans, elle tenait ces derniers dans un état de soumission tel qu'ils n'avaient aucune possibilité d'activité propre. C'est pourquoi, si l'on peut accuser les paysans d'avoir manqué d'esprit d'initiative au sujet de la collectivisation agraire, les bolcheviks sont en tout cas les derniers à pouvoir leur faire ce reproche.

En résumé, la collectivisation bolcheviste, c'est la nationalisation de l'agriculture, le travail et la production passant sous le contrôle de l'Etat qui, grâce à son appareil, aura entre les mains les postes de commandement, ce qui lui permettra de drainer d'une façon « organisée » toute la production. Il est évident qu'une telle initiative ne peut être l'œuvre des paysans mais celle de la bureaucratie étatique avec Staline en tête, agissant au nom du prolétariat urbain. Il est également naturel que cette bureaucratie fasse tout son possible pour annihiler et emprisonner tous les travailleurs révolutionnaires coupables de montrer à l'opinion publique le

Comité d'Entr'aide

CAMARADES,

N'OUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIENT LES EMPRISES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Adresssez les fonds à Charbonneau, chèque postal 633-87, Paris (1^e), rue des Roses, 22 (18^e), ou veuillez les remettre au bureau du S. U. B., Bourse du Travail de Paris.

CAISSE DE SOLIDARITE

POUR LE CONGRES

A tous les groupes et individualistes adhérents à l'U. A. C. R.

Au dernier Congrès de Paris, il a été décidé que le prochain Congrès de l'U. A. C. R. se tiendrait à Pâques 1931 à Toulouse.

Le groupe de Toulouse a pris à charge l'organisation de tous les frais de déplacement et de séjour et ceci à raison de un délégué par groupe.

Donc faisons appel à tous pour que chacun fasse son possible de nous envoyer des fonds pour alimenter la Caisse de Congrès.

Reliquat au Congrès 1930 544 fr.
Versé groupe Brest 50 fr.

En caisse à ce jour 594 fr.
Pour les fonds, utilisez le C. P. 204.44.
A Mirande, 33, rue du Change, Toulouse.
Pour le Groupe : Mirande.

LA VOIX DE PROVINCE

NIMES

Aux groupements de Libre-Pensée

Avec le mois de juin de 1930, les manifestations cléricales dans la rue ont repris comme chaque année leurs insultantes manifestations : et pas un groupement de libre-pensée qui ait le courage d'aller les forcer à rentrer chez eux.

Je ne dirai pas que chez nous le groupement de libre-pensée qui existe ne fasse rien. Si, ils se réunissent une fois par mois à leur siège et, une fois par année (le vendredi saint, soi-disant) ils font un repas dont tous les mets sont composés de viande et ils l'annoncent avec invitation dans la presse (très bien, comme sectarisme, comme action, très peu).

Où est passée l'époque des manifestations à l'occasion de l'enterrement civil du camarade Béguin ? Vingt-neuf années ont passé depuis cette époque. Les principaux manifestants sont aujourd'hui sénateurs, députés, maires ou dans les huiles. Et les autres, comme le préconisent les nouvelles méthodes politiques, sont sages. Il ne faut pas attirer des ennemis aux camarades élus.

Pas rien de cette force morale dont les groupements de libre-pensée imprégnent l'opinion. Les prêtres relèvent hardiment la tête devant les barricades abattues. Les congrégations, prenant prétexte de leur esprit guerrier pendant la boucherie de 1918 (les menteurs qui occupaient, comme poste de combat, le plus près des fronts des ambulances des divisions à la place des territoriaux pères de famille).

Ils ont donc repris, profitant de la faiblesse des organisations laïques, leurs anciennes besognes, préparant à l'abrutissement perpétuel des jeunes cervaeux confiés à eux par des parents idiots ou hypocrites.

Les chants d'église ont repris ce mois de juin à l'extérieur des églises leur défi à la sécurité publique.

Les insultes de la pensée libre contiennent leurs tristes besognes.

Et les libres-penseurs ? Car je suis convaincu, qu'à de très rares exceptions, les groupements de libre-pensée sont partout dans l'inertie, qu'aucun de ces groupements n'a le courage d'aller devant leurs églises les forcer à faire leurs conneries chez eux.

Les protestations et manifestations de ces groupements furent nulles à l'occasion de la rentrée des moines ; les frères des écoles chrétiennes ont repris leurs rôles néfastes d'éducateurs.

Pas une libre-pensée qui crie assez fort, qui ne manifeste avec assez de bruit pour faire savoir à la bande à Briand de la séparation de l'Eglise et de l'Etat que, ce que nous étions il y a 30 ans, nous le sommes encore ; et que ce ne sera pas parce qu'un d'eux aura couché avec une duchesse représentant en France le duc d'Orléans, que nous devons oublier nos pensées et nos gestes d'autan.

Faudra-t-il, une fois encore, que ce soit les anarchistes qui crient aux libres-penseurs : Allons, réveillez-vous, toutes-nous la paix avec votre repas de viande le vendredi saint ; votre rôle de libres-penseurs est en dehors des paroles, allez chanter des chants antirigolos en groupe, en forme devant les portes des églises, forcez les insultes publiques à rentrer chez eux pour ne plus en sortir.

Ce jour-là, vous aurez, à côté de vous, les anarchistes. Ou alors, ne vous dites plus libres-penseurs et faire votre politique dans les groupements institués par vous pour cela.

GOURSAN

La crise viticole

La hausse qui s'est produite ces jours-ci sur les marchés des vins permet de respirer aux producteurs et à quelque peu ralentir les manifestations et autres balivernes que l'on faisait à seule fin de faire vendre ce fameux liquide.

Nous disons, dans notre dernier article, que les gros propriétaires viticulteurs avaient une grosse part de responsabilité dans cette inévitée.

En effet, si le vin ne vend pas, la cause en est à l'excédent qui reste dans les caves et qui se chiffre à plusieurs milliers d'hectolitres. Quelle est la cause de cet excédent ? Le ralentissement de la consommation et aussi le mouillage. Commencez par supprimer ce dernier, le stock en cave se trouverait ainsi bien diminué ; quant à la consommation, comment vous-voulez que les ouvriers des usines ou des chantiers, avec leurs maigres salaires, com-

prennent d'acheter du pinard à 3 et 4 francs le litre ?

Il fallait s'y attendre. Quand on proposait aux producteurs des prix de 200 à 300 francs l'hecto, ils refusaient et demandaient toujours des prix encore plus élevés. C'était la course aux billets de mille. Or ! ils ne parlaient pas de protester, en ce moment-là ! Pensez donc, les bénéfices scandaleux réalisés à cette époque, le prix de revient de l'hecto ne dépassait pas 50 francs au maximum. C'était le bon temps, pour eux ; ils n'en étaient pas plus larges pour cela. Les exploitants gagnaient toujours des salaires très bas. Voilà pourquoi les ouvriers se sont habitués à boire d'autres liquides meilleur marché, et ils ont raison.

S'il y a crise, vous n'avez pas à jubiler ; vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-mêmes et non à d'autres.

A l'école laïque

Comme tout patelin qui se respecte, nous avons, nous aussi, deux écoles : l'une laïque et l'autre qu'on appelle des frères. Cette dernière paraît péricliter depuis quelques temps et, si nous devons en croire certaines gens, la cause de cette décadence viendrait de ce que les individus ont perdu la foi et qu'ils ont beaucoup évolué.

Certes, sans vouloir nier l'évolution (très lente), nous disons, nous, que la raison en est tout autre.

Si les événements vont de ce train, il n'y aura aucune différence entre l'une et l'autre. En effet, nous voyons, depuis quelques jours, un jeune ensouillé qui va attendre les gosses à quelques mètres de l'école « laïque ». Espérons que l'entrée solennelle dans cette dernière ne se fera pas attendre.

Centre de ralliement de tous ces demi-bourgeois, il ne se passe pas une fête, voire même réactionnaire, baptisée pour la forme centenaire de Mistral, sans que le bureau de location installé en permanence dans un local de l'école de la République (5^e) entre en fonctions.

Ne vous gênez pas, Messieurs ; soyez serviables et indulgents envers ces gens-là ; et puis, si un pauvre fils de prostétaire arrive en classe avec des sandales et sans chaussures (ce qui n'est pas immoral), vous le priez de rectifier sa tenue le lendemain. Croyez-vous que c'est pour lancer quelque mode qu'ils viennent ainsi ? Ce sont, eux aussi, des sinistres, mais de ceux qu'on oublie facilement.

Et pourtant, vous avez vu leur situation de long et douloureux hiver. Vous vous êtes certes beaucoup dépensés pour faire des souscriptions publiques, mais qui touchera ces sous ?

BÉZIERS

Pour l'action directe

Dimanche 22 juin, les gros propriétaires jugeant que le vin devrait trop bon marché et que de ce fait ils n'encaissaient que la moitié des bénéfices des années passées, décidèrent de faire un meeting suivî d'une manifestation avec pancartes à travers la ville.

Dans leurs discours, ils protestèrent contre la rentrée des vins algériens, ces vins leur causant grand dommage à cause de leur bon marché ; puis, fait troublant, contre le gouvernement qui ne prend pas à leur gré les mesures qui sauveraient leurs coffres-forts en péril, ils déclidèrent, que si cela continuait, ils refuseraient de payer l'impôt.

Tout cela avec l'assentiment du maire de la ville, qui se trouvait à leur tête, ainsi que ceux de plusieurs autres communes.

Le maire de Béziers, se rappelle sans doute qu'en 1907, pour n'avoir pas voulu s'associer aux revendications des gros vignerons, il fut obligé de démissionner et même l'on tenta d'incendier la Mairie ; cette fois-ci, il leur dit : « Je suis avec vous ».

Donc tout cela se déroulait sous l'œil bienveillant et paternel des autorités, quand les travailleurs agricoles, aidés par les ouvriers bittois, s'aviseront de faire une contre-manifestation avec pancartes comme les autres.

Cela ne fut pas du goût des policiers, qui tombèrent à bras raccourcis sur les exploitations de toujours, qui dénonçaient la capacité de leurs exploiteurs.

Egalité ou es-tu ? Eux, les gros ventres, avaient le droit de manifester et même de

violer la loi en refusant l'impôt. Mais quand à ceux qui peinent dur toute leur vie, ils n'avaient pas le droit de crier famine.

La mobile et les flics rossèrent donc d'importance tous ceux qui étaient là de plus les arrêtèrent, parmi eux notre camarade anarchiste Villanova.

Les juges, voulant continuer ce que leurs valets avaient commencé, les condamnèrent à deux et trois mois de prison (parmi eux, Lazare, du Parti communiste, se voit octroyer deux mois et 50 fr. d'amende, pour avoir bousculé le capitaine de la mobile et de ce fait son képi étant tombé à terre).

Les communistes et nous avions décidé de faire un meeting jeudi soir 26, afin de protester contre ces condamnations.

Plus de 1.500 protestataires vinrent à la Maison du Peuple clamer leur indignation et leur mépris de ces façons « mussoliniennes » de brimer la classe ouvrière.

Le cours de la séance, notre camarade Maupoil, prenant la parole, préconisa l'*action directe*, seule capable de répondre à la provocation policière.

Le communiste qui vint après dit : « Les révolvers c'est de la démagogie ».

Il voulait pas troubler la manifestation, nous avons encasé sans rien dire.

Quelques heures plus tard les communistes apprirent à leur dépens, et je dois dire au nôtre aussi, ce que c'était que la démagogie.

A la sortie, on décida d'aller manifester devant la prison, mais les policiers, aidés de leurs copains les mobiles, à coups de crosses de fusils nous barrèrent le chemin.

Malgré tout, par un mouvement tourbillant, nous arrivâmes sur les allées Paul-Riquet. Les policiers au pas de course, par des rues transversales, se portèrent à notre rencontre et, là, force horions furent échangés. Voyant qu'ils auraient le dessous, ils appellèrent à la rescoupe la mobile, qui par une charge nous dispersa. Colas et quelques autres furent arrêtés.

Des bouteilles furent lancées contre les agents, dont plusieurs ne manquèrent pas leur but ; une sans doute mieux dirigée atteignit à la tête Charbonnier, commissaire de police, son écharpe ne lui paraît pas le coup.

Une autre charge de cavalerie nous dispersa tout à fait et, une fois de plus, la police à minuit était maîtresse de la situation.

La leçon qui se dégage de ceci, c'est que les communistes ne voulent pas user de l'*action directe*, nous fûmes bien malmenés et nous fûmes réduits souvent au rôle du Christ : tendre la joue gauche après avoir été frappé à la droite.

ABONNEZ-VOUS POUR ASSURER UNE VIE REGULIÈRE À VOTRE JOURNAL.

Jean MARESTAN

L'Education Sexuelle

Nouvelle édition, 336 pages illustrées, 184^e mille

Prix, 12 fr. 50 ; franco, 13 fr. 75
Physiologie du mariage. — Prévention sexuelle. — Égalité des sexes. — Moralités futures. — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage, divorce, union libre. — Les déviations moribondes. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

UN LIVRE DE PREMIER ORDRE SUR LA QUESTION SEXUELLE

LA MATERNITÉ CONSCIENTE par Manuel DEVALDES

LE LIVRE LE PLUS SÉRIEUX,
PARU DEPUIS LA GUERRE, SUR
LE NEO-MALTHUSIANISME.

NOUS DISPOSONS D'UNE CEN-
TAINÉE D'EXEMPLAIRES DE CET
OUVRAGE COMPLÈTEMENT EPUI-
SE EN LIBRAIRIE.

PRIX : 6 fr., FRANCO 7 fr. 25

Je veux parler du *Pêcheur d'éponges*, de Panait Istrati et de *Les hommes dans la prison*, de Victor Serge. Ce sera pour la prochaine fois.

Contentons-nous d'examiner un livre russe (2) qui nous donne la relation de la mentalité et de la vie du peuple de Moscou sous le régime soviétique.

C'est l'histoire de quelques personnages vivant dans une ruelle. On y voit le propriétaire, le propriétaire, l'ancien riche, les enfants abandonnés, et tout cela n'est pas fait pour nous inspirer une admiration

